

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

Inquiet, Guo Shengkun, le haut responsable de la sécurité en Chine, veut trouver des solutions « aux risques profondément enracinés et périls cachés causés par la distribution [inégale] des revenus ».

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

La grève victorieuse. La veille du 23^e Banquet, les délégués des livreurs de repas en grève chez Foodpanda à Hong Kong ont signé un accord sur les salaires et les conditions de travail : ils avaient appelé à la grève les 13 et 14 novembre par des affichettes où on lisait « Tous en grève ! Foodpanda nous traite comme des esclaves ! Il est temps de montrer notre force ! » (voir au verso). Ces délégués sont membres du syndicat des livreurs affilié à la HKCTU, la confédération qui s'est vue contrainte de prononcer sa dissolution, ce qui n'interdit pas l'activité des syndicats...

A cette occasion et pour la première fois, on a vu, lors d'un rassemblement de ces livreurs devant le siège de l'entreprise, la police brandir cet étendard bleu menaçant qui ordonne la dispersion sous peine d'usage de la force. Pour une dizaine de livreurs rassemblés ! C'est dire la tension qui règne...

« *Les travailleurs ne sont pas des agneaux silencieux. L'histoire nous dit que si un leader ouvrier est tombé, les autres reprennent son flambeau et la lutte se poursuit jusqu'à la victoire* », nous écrivaient des militants de Hong Kong pour saluer le banquet de solidarité (voir au verso). Cette édition de « La Lettre » publie leur message ainsi que les discours des derniers orateurs du banquet.

Licenciements, salaires non payés... fin novembre, diverses rumeurs et informations se mêlaient sur ces questions : Alibaba, le géant du commerce en ligne, avec sa filiale Ele.me, le spoliateur des livreurs, allait licencier 20 000 employés en raison du plongeon de ses bénéficiaires et de la baisse de la consommation. L'autre géant de la livraison, Meituan, a annoncé une perte de 1,4 milliard d'euros après l'amende antitrust dont il a écopé et donc supprimerait des milliers de postes. Rien n'est officiel, mais les inquiétudes sont vives. Les

dizaines de milliers d'enseignants mis à la porte du jour au lendemain par les sociétés privées de tutorat extrascolaire après la décision du gouvernement d'interdire ces activités sont dans tous les esprits.

« China Labour Bulletin » (1^{er} novembre) cite l'exemple de Baoneng, un holding privé qui a commencé par la vente de légumes pour finir dans la finance, l'immobilier et l'automobile, endetté jusqu'au cou et au bord de la faillite, qui donc ne paie plus ses salariés... ou alors au compte-gouttes : « *Où est notre salaire ? Où sont nos cotisations sociales ? Vous ne tenez pas vos promesses !* », écrivaient des salariés sur les réseaux sociaux alors que l'entreprise venait de recevoir un renfort de près de 2 milliards d'euros d'une entreprise publique.

A l'américaine... La branche automobile de Baoneng a, la première, arrêté de verser les cotisations de retraite dès février 2021, puis les salaires et les autres cotisations sociales en mai. La direction se permet de refuser la négociation ou l'arbitrage de l'administration du travail. Elle avise ses salariés à la mode américaine : « *Vous serez averti dans la matinée que vous avez été licencié, alors terminez votre travail et partez dans l'après-midi !* ».

Dans plusieurs villes, des employés ou des licenciés de Baoneng n'ont reçu aucun salaire et sont « *incapables de rembourser les prêts, les enfants ne peuvent pas aller à l'école, les parents qui en dépendent ne peuvent pas consulter un médecin et ont atteint le point où ils ne peuvent plus vivre* », lit-on. Pourtant, il existe bien un syndicat. Pour l'ensemble du groupe Baoneng, qui a compté jusqu'à 150 000 salariés, Lu Xuequn est le président du syndicat ACFTU, l'officiel et seul syndicat autorisé en Chine. En 2019, il a demandé que le syndicat de Baoneng « *serve et protège efficacement les droits des travailleurs, protège consciencieusement les droits et intérêts légaux des employés* ». Alors ?

Alors, rien ! Tout tient dans ce simple fait :

le « syndicaliste officiel » Lu Xuequn est aussi le directeur général adjoint et DRH du groupe Baoneng. Pour quelle raison « *les syndicats de Shenzhen n'aident-ils pas les travailleurs de Baoneng ?* », s'interroge « China Labour Bulletin ». Si le syndicat n'était pas sous la coupe du Parti communiste, il aurait toute latitude de défendre les revendications, mais, comme ailleurs dans le pays, les liens étroits tissés entre les dirigeants de ce groupe privé et les bureaucrates du Parti communiste et de l'ACFTU de Shenzhen interdisent toute défense des revendications. Disons-le : le « syndicaliste » Lu Xuequn est d'abord un directeur membre du Parti qui peut donc se permettre de violer la loi du travail...

Une conférence sur la... démocratie. Destinée aux cadres dirigeants, c'est Xi Jinping lui-même, le dirigeant suprême du Parti, qui l'a convoquée et animée le 16 octobre dernier. Résumé de ses propos : la démocratie, ce n'est pas pour la décoration, mais pour résoudre les problèmes ; ce n'est pas le droit de vote, mais le droit de participer largement ; ce n'est pas des promesses faites pour les élections, mais des promesses qu'on tient...

Les travailleurs de Baoneng, eux, constatent que ni le Parti ni le syndicat officiel n'ont l'intention de résoudre leurs problèmes pourtant vitaux, qu'ils ne peuvent « participer largement » car ils sont interdits de négocier ou d'entreprendre une quelconque action pour leurs revendications. La démocratie, en l'occurrence, ce serait que les travailleurs soient libres de décider et de s'organiser.

La prochaine « Lettre » reviendra sur ces questions et sur la situation à Hong Kong, puisque le 29 novembre s'est ouvert le procès dit des « 47 », des militants accusés de « *conspiration en vue de subversion* » pour avoir organisé et participé à des primaires en juillet 2020 ! ●

Nos remerciements à tous les lecteurs qui se sont généreusement réabonnés.

23^e Banquet de solidarité : fin des interventions

Alain Denizo

ON VIT DES TEMPS ÉTRANGES : une joueuse de tennis chinoise millionnaire accusée d'agression sexuelle un ex-dirigeant du Parti communiste sur les réseaux sociaux, le message disparaît et la joueuse aussi. On lit que le Haut commissariat aux droits de l'homme de l'ONU se mobilise ! En 2020, la « Lettre Chine » avait publié des listes de dizaines de noms de jeunes ouvriers, étudiants, journalistes, de jeunes maoïstes, tous ces militants qui avaient purement et simplement disparu à partir de l'été 2018, kidnappés, détenus ou menacés de prison, torturés... Plus de nouvelles ! C'est ce qu'il est arrivé à Chen Guojiang pour avoir constitué sur les réseaux sociaux une association d'échange d'informations et d'élaboration des revendications des livreurs de repas. Ils sont six ou sept millions dans le pays. Mais revendiquer des hausses de salaires peut mener à la prison. Le mouvement ouvrier international, syndical en particulier, n'a pas bronché.

Et quand Lee Cheuk-yan a été arrêté, le secrétaire d'une confédération syndicale chinoise de 150 000 membres tout de même, membre de la CSI au même titre que la CGT ou FO dans notre pays, qu'a-t-on vu ? Un communiqué et une photo de membres de la CSI devant une représentation diplomatique de la République populaire chinoise à Genève. Si on peut embastiller des dirigeants syndicaux qui sont membres d'instances syndicales internationales sans coup férir, les autorités de Pékin auraient bien tort d'hésiter à interdire tout syndicat indépendant...

Et quand la confédération HKCTU elle-même, après le syndicat des enseignants et ses 95 000 membres, a été contrainte à la dissolution, la CSI a-t-elle organisé une conférence de presse solennelle ? Non. A-t-elle organisé des délégations aux ambassades chinoises ? Non. Rien qu'un communiqué de quelques lignes le lendemain ! Ainsi se taisent ceux qui ont le devoir de mettre leurs immenses moyens au service de la défense des syndicalistes en butte à la répression.

Tous les militants, en Chine et ailleurs, savent que quand il y a exploitation et répression, il y a résistance. L'initiative de jeunes travailleurs diplômés, surexploités avec le système du « 996 », qu'ils ont appelée « La vie des travailleurs compte » exprime ces mouvements frémissants dans les profondeurs de la société, encouragement à notre travail. Écoutons maintenant deux piliers des banquets de solidarité, Marie Holzman, secours constant pour les militants chinois persécutés, et Cai Chongguo, un de ces militants de 1989 qui ont échappé au massacre.

Marie Holzman.

CHERS AMIS, c'est un honneur et un plaisir de me retrouver parmi vous. Permettez-moi de saluer la Commission Enquête Chine et la « Lettre » bimensuelle qui nous rapporte des informations que nous ne voyons publiées nulle part ailleurs dans la presse française. Nous pouvons suivre les combats des ouvriers chinois, des chauffeurs de taxi, des livreurs de plats portés à domicile, ainsi que la répression qui continue à sévir sans relâche sur les plus audacieux. Nous déplorons actuellement l'arrestation de l'avocate Zhang Zhan, qui informait sur ce qui se passait réellement à Wuhan. Zhang Zhan est accusée d'avoir trahi des « secrets d'Etat » et a été condamnée à quatre ans de réclusion. Elle a entamé une grève de la faim et nous craignons pour sa vie... A Hong Kong la situation n'est pas plus légère. Notre ami Lee Cheuk-yan, qui était parmi nous lors du banquet de 2019,

Souhaitons qu'une nouvelle ère s'ouvre bientôt en Chine, pour les Chinois, et pour la paix dans le monde !

est maintenant en prison. Les deux textes de ses plaidoiries qui nous sont parvenus sont impressionnants : pas un mot agressif contre ses juges, mais au contraire la réaffirmation de ses convictions profondes, la défense des plus faibles et des plus démunis, la voie pacifique et rationnelle, la foi en la justice et les Droits de l'homme. Souhaitons qu'une nouvelle ère s'ouvre bientôt en Chine, pour les Chinois, et pour la paix dans le monde !

Cai Chongguo

LES CAMARADES CHINOIS qu'on a entendus ont très bien retracé le mouvement des ouvriers, je ne peux rien ajouter. Je suis de la célèbre ville de Wuhan, j'ai été extrêmement triste car j'ai cru qu'elle allait disparaître. Et j'ai vécu dix ans à Hong Kong, je connais Lee Cheuk-yan depuis trente ans et j'ai beaucoup d'amis là-bas. A Taiwan,

Il y a un dirigeant qui veut devenir « éternel » et non plus président pour deux ans

où j'ai des amis, s'est installée la peur. Donc depuis deux ans, c'est personnellement très dur pour moi. A Wuhan, le gouvernement local, puis central a caché la vérité. Depuis des années, mes compatriotes de

Wuhan sont très inquiets, mais personne n'écoute les habitants, c'est pour cette raison que des personnalités, des professeurs ont signé une pétition en mars 2020 pour la liberté d'expression. Maintenant, il y a des technologies de pointe pour le contrôle des communications dans l'usine, sur le campus, dans les quartiers et sur les réseaux sociaux et puis il y a un dirigeant qui veut devenir « éternel » et non plus président pour deux ans... Merci !

Message de militants de Hong Kong

Chers camarades, C'est de nouveau l'heure du rassemblement pour montrer notre camaraderie et notre engagement pour le mouvement ouvrier en Chine et à Hong Kong. Je vous souhaite à tous une bonne santé et un bon moral. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de participer à votre important rassemblement en raison du Covid-19 et du harcèlement sévère et continu des gouvernements chinois et de Hong Kong. La nouvelle la plus bouleversante de l'année est la dissolution du centre de notre mouvement indépendant, à savoir la Confédération des syndicats de Hong Kong. Au cours des trente dernières années, la HKCTU n'a jamais manqué de défendre les droits des travailleurs et des syndicats, tant à Hong Kong qu'en Chine, la libération des syndicalistes et dirigeants ouvriers, la liberté de négociation collective et le droit de créer des syndicats et des organisations syndicales, la revendication de mesures pour la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que le droit à la protection sociale. De nombreux progrès ont été réalisés dans ce processus, grâce à votre soutien et à celui d'autres camarades partageant les mêmes idées dans le monde entier.

Malheureusement, le seul centre indépendant en Chine et à Hong Kong ne sera plus en mesure de mener ses activités à partir de maintenant. Mais nous pouvons vous assurer que ce mouvement ouvrier indépendant ne cessera pas même avec cette dissolution et la pression incessante des autorités. Les travailleurs ne sont pas des agneaux silencieux. L'histoire nous dit que si un leader ouvrier est tombé, les autres reprennent son flambeau et la lutte se poursuit jusqu'à la victoire. Le mouvement ouvrier a ses hauts et ses bas. Mais notre solidarité est éternelle.

14 novembre 2021

La grève victorieuse des livreurs de Foodpanda à Hong Kong

AVEC LEURS DÉLÉGUÉS SYNDICAUX, ils avaient appelé à cesser le travail les 13 et 14 novembre par des affichettes où on lisait : « Tous en grève ! Foodpanda nous traite comme des esclaves ! Il est temps de montrer notre force ! »

Ce fut le cas avec plus de 300 livreurs de repas en grève et 14 heures de négociations ! Boxson Cheng, un des délégués, estime que « même si le résultat n'est pas parfait, il est acceptable » car l'accord améliore de nombreux points, par exemple le calcul de la

distance de livraison, l'attente dans les restaurants pour récupérer les commandes, la couverture maladie et accidents et surtout le tarif de la course : les grévistes ont exigé les tarifs minimum de 50 HK\$ pour les motards et 30 HK\$ pour les piétons et cyclistes.

Un autre délégué, Waqas Fida, fait ce constat : « Nous avons fait de notre mieux pour obtenir ce que nous voulions ». Ho Hung-hing, porte-parole du Syndicat général des employés de la restauration

et de l'hôtellerie, estime que c'est grâce à l'unité des livreurs que l'accord a pu être arraché : « J'espère que, même si Foodpanda nous a donné une réponse cette fois plus satisfaisante, nous resterons vigilants pour nos droits et que nous ne laisserons pas notre pouvoir et notre unité s'affaiblir ».

Un livreur résume : « Ce n'est pas une grève chinoise, indienne ou pakistanaise, nous sommes tous des chauffeurs de Foodpanda, c'est une communauté ».